



3e assemblée générale de l'Observatoire régional de la commande publique (ORCP) des Hauts-de-France

Vendredi 1^{er} février 2019

Contact presse :

Service régional de la communication interministérielle
Préfecture de la région Hauts-de-France- Préfecture du Nord
Tél. : 03 20 30 52 50
pref-communication@nord.gouv.fr
hauts-de-france.gouv.fr



EDITO

Nous réunissons pour la 3ème année consécutive l'assemblée générale de l'Observatoire de la commande publique.

Accueillie sur le site d'Euratechnologies à Lille, l'assemblée générale de l'ORCP est placée, cette année, sous le signe de l'innovation. Ainsi, chaque groupe de travail fera connaître les actions conduites en 2018 en faveur de meilleurs partenariats avec les entreprises, en matière d'accompagnement et de développement de la dématérialisation et, surtout, valoriseront des contrats publics et des solutions d'achats innovants réalisés sur le territoire des Hauts-de-France.

La signature d'une charte pour l'ORCP consacre les objectifs et la valeur de cette organisation ainsi que sa détermination à s'inscrire dans une dynamique de travail innovante à travers ses collaborations avec les laboratoires d'innovation publique du territoire.

Cette réunion est également l'occasion de promouvoir la responsabilité sociétale de l'achat public avec, d'une part, le lancement du réseau « APuRE Hauts-de-France » qui alimentera et diffusera les principes et bonnes pratiques d'une commande publique durable et, d'autre part, la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » par la plateforme régionale des achats de l'État du secrétariat général pour les affaires régionales et la Métropole européenne de Lille (MEL).

Enfin cette réunion consacrera les actions remarquables du territoire en matière d'achat public par une remise de trophées aux acteurs méritants.

Michel LALANDE

Jean-Paul DELEVOYE

Préfet de région Hauts-de-France

Président de l'Observatoire régional
de la commande publique

SOMMAIRE

Programme.....	4
Les trophées 2019 de la commande publique des Hauts-de-France.....	6
L'Observatoire régional de la commande publique (ORCP).....	7
Une charte pour l'ORCP.....	8
Actions des groupes de travail de l'ORCP.....	8
1 - « Prospective en matière de travaux publics et de bâtiment ».....	8
2 - « Données statistiques ».....	9
3 - « Délais de paiement et intérêts moratoires ».....	9
4 - « Accès des TPE PME à la commande publique ».....	9
5 - « Clauses sociales ».....	10
6 - « Clauses environnementales ».....	11
7 - « Performance économique ».....	11
8 - « Innovation dans la commande publique ».....	12

PROGRAMME

□ **Propos introductif (14h30)**

- Raouti CHEHIH - Directeur général d'Euratechnologies
- Jean-Louis FREMAUX - Adjoint au maire de Lille délégué aux marchés publics, conseiller métropolitain délégué
- Alain STORCK - Président de Hauts-de-France innovation Développement Agence régionale de l'innovation
- Pierre PELOUZET - Médiateur national des entreprises
- Michel LALANDE - Préfet de la région Hauts-de-France
- Jean-Paul DELEVOYE - Haut-commissaire à la réforme des retraites, ancien ministre, ancien président du CESE, président de l'Observatoire régional de la commande publique

Signature de la charte de l'ORCP

Présentation de l'outil WISEMBLY

□ **Présentation des actions portées par les groupes de travail et remise des trophées (15h00)**

Prospectives et travaux publics

- Marie MOTELIER - Chargée de mission, Cellule économique régionale pour la construction CERC
- Wisembly

Données générales relatives à la commande publique en Hauts-de-France

- Serge DOUMAIN de l'Observatoire économique de la commande publique
- Wisembly

Délais de paiement et intérêts moratoires

- Cédric BLIN, Responsable division dépense, pensions et rémunérations de l'État DRFIP du Nord,
- Florence BRUSSELLES, Responsable division Secteur public local DRFIP du Nord (5 min).
- Wisembly

Remise de trophées

Accès des TPE et PME à la commande publique

- Anne RATAYZYK - Médiatrice régionale des entreprises, DIRECCTE et Maxime BERNARD - Directeur adjoint des achats, CCI Hauts-de-France
- Interview de l'entreprise : « L'atelier de Fred » Retour d'expérience sur la démat'
- Wisembly

Remise de trophées

Clauses sociales

- CRESS et APES : acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Wisembly

Clauses environnementales

- Antoine GOXE - Chargé de mission territoires et développement durable, Centre ressource du développement durable (CERDD) et Florian Lanchantin, Chargé de mission politique de l'achat public durable, commissariat général au DD, ministère de la Transition écologique et solidaire
- Wisembly

Remise de trophées

Performance économique de la commande publique

- Isabelle BROSSIER - directrice de la plate-forme régionale des achats (PFRA), secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) et Antoine GOXE : présentation du rapport de Sciences po Lille sur le coût global
- Intervention du centre hospitalier de Valenciennes sur le dispositif de suivi fournisseur
- Wisembly

Innovation et commande publique

- Mikael TRIGAUT - plate-forme régionale des achats (PFRA), secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR), Pierre DUPUIS (UGAP) et Jean-Pierre LEAC , Responsable du service « entreprises » de HDFID
- Wisembly

Remise de trophées

□ Signature de la charte relation fournisseur responsable (17h25)

Pierre PELOUZET Médiateur national pour les marchés publics

□ Signature de la charte de fonctionnement du réseau APuRE Hauts-de-France (17h30)

Centre ressource du développement durable (CERDD) ERDD

□ Clôture (17h35)

Jean-Paul DELEVOYE - Président de l'Observatoire régional de la commande publique

□ Point presse (17h40)

LES TROPHÉES 2019 DE LA COMMANDE PUBLIQUE DES HAUTS-DE-FRANCE

L'un des objectifs de l'Observatoire, créé en 2017 est de valoriser les initiatives remarquables en Hauts-de-France. Il a donc mis en place des trophées selon plusieurs axes de performance de la commande publique (délais de paiement, innovation, performances économiques ou socio-environnementales, accès des TPE et PME à la commande publique).

Les groupes de travail thématiques qui organisent les travaux de l'Observatoire ont chacun identifié une pratique remarquable, relative à l'achat public, en lien avec l'axe de performance qu'ils animent.

Cette année sont mis à l'honneur, **18 acteurs du territoire** vu leur activité remarquable sur l'un des thèmes suivants : les délais de paiement, la performance en matière de responsabilité sociétale, l'accès des TPE et PME à la commande publique, la performance économique et surtout l'émergence de solutions innovantes, à l'instar de 4 start-up dont deux installées à Euratechnologies.

Trophée Délais de paiements : récompense 2 couples ordonnateurs et comptables pour leurs actions sur la réduction de leurs délais de paiement.

→ *Pour l'État : Rectorat de Lille et direction régionale des finances publiques*

→ *Pour les collectivités : Ville de Bully-les-Mines et le centre des finances publiques de Bully-les-Mines*

Trophée Accès des TPE et PME à la commande publique : récompense l'action de sensibilisation à la dématérialisation des marchés publics menée, pour les entreprises, sur l'ensemble des Hauts-de-France.

→ *Conseil régional Hauts-de-France, Chambre de commerce et d'industrie Hauts-de-France, Chambre des métiers de l'artisanat des Hauts-de-France, Métropole européenne de Lille*

Trophée Clauses environnementales : récompense la mobilisation des outils récents que sont le marché public global de performance dit « MPGP » et la procédure concurrentielle avec négociation. Ces outils visent des objectifs ambitieux en matière de performance énergétique.

→ *Ville d'Haubourdin pour les opérations exemplaires de démolition / reconstruction du groupe scolaire « Théophile Crapet et Roger Salengro »*

Trophée Performance économique de la commande publique : récompense la performance de l'action déployée en matière de suivi des fournisseurs

→ *Centre hospitalier de Valenciennes*

Trophée Innovation et commande publique : récompense 4 couples acheteur/entreprise qui ont permis l'émergence et l'achat d'une solution innovante

→ *Mairie de Lille et Société GECCO* : un partenariat d'innovation a permis de tester en conditions réelles du biodiesel transformé à partir d'huiles alimentaires usagées. La ville de Lille acquiert donc un biocarburant réduisant les impacts sur l'environnement (émissions de gaz à effet de serre, consommation d'énergies non renouvelables, émissions de particules fines) et l'utilise à ce jour dans trois véhicules test : un autocar, une balayeuse et une laveuse.

→ *Conseil départemental du Pas-de-Calais et la société CITYMAGINE* : leur partenariat concerne la détection d'effacement des peintures de voierie. Grâce à sa technologie, cette société peut scanner jusqu'à 400 kilomètres de route par jour, mais également des réseaux, des infrastructures navigables, des immeubles, une ville entière. Cette solution technologique représente un véritable progrès dans la gestion des ouvrages publics.

→ *La Métropole européenne de Lille (MEL) et la société TANKYOU* : l'expérimentation de la MEL porte sur une partie de sa flotte automobile et concerne l'élaboration d'une solution innovante pour la livraison de carburant avec l'entreprise TANKYOU. Cette expérimentation met en valeur des gains multiples : gain écologique, gain de productivité, pilotage de la performance.

→ *La Communauté urbaine de Dunkerque (CUD) et la société Picto Acces* : la CUD a fait l'acquisition de la solution « Picto Access » permettant d'améliorer l'information à destination des personnes à mobilité réduite. L'entreprise est reconnue d'utilité sociale (ESUS).

L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA COMMANDE PUBLIQUE (ORCP)

Ses objectifs généraux

- **Améliorer la connaissance** de la commande publique dans le cadre d'un effort commun de tous les acteurs publics ;
- Contribuer à **l'amélioration de sa performance** ;
- **Conduire les travaux en lien avec l'enseignement supérieur** pour faire de la thématique de l'achat public un sujet de recherche.

Son assemblée générale

Elle est réunie pour la troisième fois depuis sa création le 26 janvier 2017. Elle dresse le bilan et définit les grandes orientations des travaux à conduire pour mieux connaître la commande publique et amplifier son efficacité pour l'économie locale et régionale.

Elle se compose des principaux ordonnateurs publics des trois versants de la fonction publique en Hauts-de-France : État, collectivités territoriales et fonction publique hospitalière. Ceux-ci sont désignés par le préfet de région. L'assemblée générale peut également accueillir des invités, à l'initiative du préfet de région et du président de l'observatoire.

Son président

Le président de l'Observatoire est choisi par le préfet de région. Il préside les séances de l'assemblée générale et de veille à la mise en oeuvre des ses orientations. Il est assisté par un secrétariat général qui assure l'animation des groupes de travail de l'Observatoire. Ce secrétaire général est placé sous l'autorité du préfet de région et de la secrétaire générale pour les affaires régionales (SGAR).

Jean-Paul DELEVOYE, haut-commissaire à la réforme des retraites, ancien ministre et ancien président du Conseil économique social et environnemental (CESE) a accepté la proposition de Michel Lalande, préfet de la région Hauts-de-France, d'assurer la présidence de l'Observatoire depuis janvier 2017.

Les groupes de travail

Sous l'impulsion du préfet de région, du président et de son assemblée générale, ils conduisent des travaux techniques. Ils se réunissent plusieurs fois par an et sont ouverts aux experts et techniciens qui désirent y participer et y apporter leur contribution. Leur animation est confiée à un responsable clairement identifié. Le nombre des groupes de travail peut évoluer dans le temps en fonction des orientations de travail de l'Observatoire.

Sept groupes de travail existent actuellement et ont débuté leurs travaux en novembre 2016 :

1. le groupe « délais de paiement et intérêts moratoires »
2. le groupe « performance économique de la commande publique »
3. le groupe « perspectives en matière de travaux publics et de bâtiment »
4. le groupe « accès à la commande publique »
5. le groupe « clauses environnementales »
6. le groupe « clauses sociales »
7. le groupe « innovation dans la commande publique »

Les travaux détaillés de ses groupes sont à retrouver sur le site de l'ORCP :

<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/hauts-de-france/Region-et-institutions/L-action-de-l-Etat-dans-la-region/Economie-entreprises-emploi-et-finances-publiques/La-commande-publique>

UNE CHARTE POUR L'ORCP

Cette charte intervient après trois années de travaux portés par une multitude d'acteurs du territoire régional.

Son objet

- Etablir le fonctionnement organique de l'Observatoire,
- Mieux promouvoir ses objectifs et ses valeurs,
- Mettre en place des démarches de progrès sur les thématiques allant des délais de paiement aux clauses sociales et environnementales, en passant par la performance économique,
- S'inscrire avec détermination dans une démarche innovante se réclamant par son mode de pensée et de fonctionnement, d'une part, et par le recours aux laboratoires d'innovation de la région, d'autre part, dans une approche de l'achat public totalement novatrice.

Ses 3 axes

1. Sensibiliser l'ensemble des donneurs d'ordre à l'importance de leur rôle et à mieux faire connaître la commande publique dans la région par un effort de transparence,
2. Unir les principaux donneurs d'ordre de la région et rassembler l'ensemble des acteurs publics autour de cette responsabilité économique et sociétale que constitue l'achat public.
3. Diffuser les meilleures pratiques et de promouvoir l'innovation.

ACTIONS DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ORCP

« Prospective en matière de travaux publics et de bâtiment »

Investissements en bâtiments et travaux publics des collectivités locales en 2017 et estimation 2018

En 2017, la commande publique locale de bâtiments et travaux publics (BTP) s'est redressée dans les Hauts-de-France, pour atteindre 3,1 milliards d'euros. La reprise des investissements des BTP concerne l'ensemble des maîtres d'ouvrage, à l'exception des syndicats.

On a assisté à un net rebond des dépenses dédiées au bâtiment, + 18,7 % par rapport à 2016, alors qu'en parallèle les dépenses de travaux publics ont progressé de seulement 2,4 %.

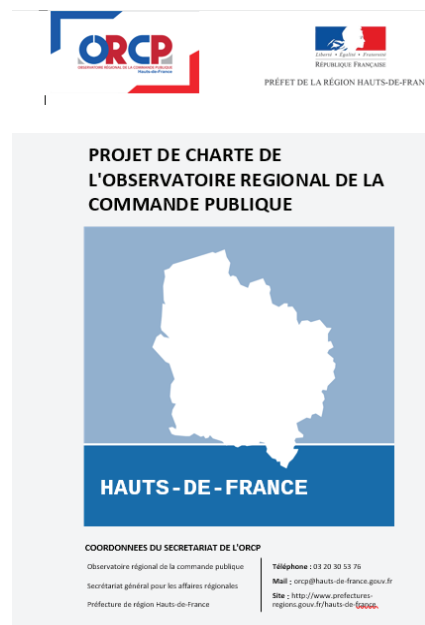
Les prévisions budgétaires BTP des collectivités territoriales au 31 mai 2018 dans les Hauts-de-France affichent des évolutions supérieures à la moyenne nationale : + 8,6 % pour le bâtiment et + 6,9 % pour les travaux publics.

Les marges de manœuvre financières des collectivités s'avèrent plus favorables en 2018 : stabilité institutionnelle avec une carte intercommunale achevée, reconstitution de l'épargne brute, période propice du cycle traditionnel d'investissement local. Cette reconstitution des marges de manœuvre financières permet de soutenir la relance de l'investissement.

Commande publique : recensement des projets de travaux publics 2019-2023

- Commande publique : 60 à 70 % du chiffre d'affaires des entreprises de travaux publics

En 2017, les dépenses des collectivités territoriales représentaient 50 % du chiffre d'affaires réalisé par les entreprises de travaux publics dans les Hauts-de-France. Aux dépenses des collectivités locales, il faut ajouter les investissements de l'Etat (1 à 4 % du chiffre d'affaires des entreprises de travaux publics) et des grandes entreprises publiques (10 % à 15 % selon les années) pour appréhender le poids de la commande publique sur l'activité des TP.



- Recensement des projets de travaux publics en Hauts-de-France par la cellule économique régionale de la construction (près de 370 maîtres d'ouvrage publics ont répondu à l'enquête de la CERC, pour 630 projets de travaux recensés)

En 2018, l'enquête de la CERC, étendue à l'ensemble du territoire des Hauts-de-France depuis 2017, a permis de recenser 632 projets de TP pour un total de plus de 1,5 milliard de travaux. Les maîtres d'ouvrages ayant communiqué leurs projets de travaux ont prévu d'investir en moyenne 1,7 million d'euros par projet. La période couverte allait de 2019 à 2023 (chantiers non débutés). En nombre de projets, 40 % des travaux prévus concernent des travaux de routes et de terrassements et 22 % portent sur l'assainissement et les canalisations.

> Synthèse du recensement des projets TP 2019-2023 sur le site cerc-hautsdefrance.fr

> Listes de projets peuvent être obtenues auprès de la FRTP : c.desombre@fntp.fr

« Données statistiques »

L'Observatoire économique de la commande publique présente les nouvelles modalités de recensement des marchés.

La direction des affaires juridiques - DAJ - (ministère de l'Economie et des Finances) vient de publier, le 1er janvier 2019, une **version actualisée et enrichie du guide du recensement économique des contrats de la commande publique**, applicable aux données 2018 et 2019.

Ainsi, pour les contrats notifiés en 2018, seule l'application recensement économique de l'achat public (REAP) peut être utilisée, principalement par les collectivités territoriales et leurs établissements publics. Ces acheteurs publics doivent disposer d'un compte REAP pour transmettre ces données : la demande d'ouverture d'un compte REAP se fait en ligne et son traitement prend au maximum 48 heures ouvrées. Les contrats notifiés en 2018 peuvent être déclarés jusqu'au 31 mai 2019 et ceux notifiés en 2019, jusqu'au 31 mai 2020.

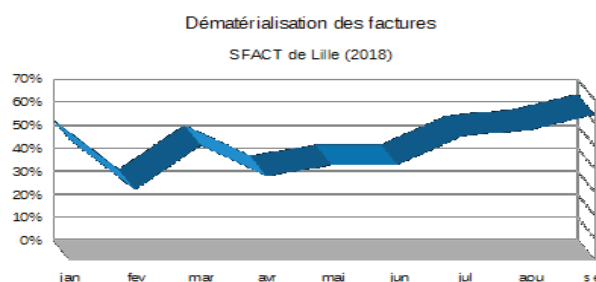
Courant 2019, deux nouvelles modalités de recensement seront progressivement mises en œuvre (qui toutefois ne permettent pas de déclarer les marchés 2018)

- Le protocole échange standard (PES) de la direction générale des finances publiques (DGFIP)
- L'avis périodique d'indicatif (API), recensement de l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE).

Pour accéder au guide, consultez : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/recense/guide_recensement.pdf

« Délais de paiement et intérêts moratoires »

Les services de la direction régionale des finances publiques agissent en faveur de la qualité comptable de la dépense, ainsi que la démarche d'optimisation du délai de paiement par l'utilisation « de Chorus Pro »



« Accès des TPE PME à la commande publique »

Début 2018, de nombreuses entreprises et collectivités ne sont pas prêtes à la dématérialisation des marchés publics. Face à ce constat, les actions suivantes sont menées :

- Mobilisation des grands acheteurs publics et relais (conseil régional, chambre des métiers et de l'artisanat, chambre de commerce et d'industrie, plateforme régionale des achats de l'Etat, Métropole européenne de Lille, centre de gestion de la fonction publique) sur la dématérialisation des marchés publics, avec l'organisation de réunions d'information entre acheteurs publics et entreprises, au plus près des territoires ;
- Élaboration de documents-types pour des petits marchés à destination des acheteurs publics et messages sur l'intérêt pédagogique des marchés publics simplifiés ;
- Réalisation d'un rapport sur la formation des acheteurs publics et des élus par l'institut régional d'administration (IRA) : état des lieux et préconisations.

La formation des acheteurs publics et des élus

La formation à l'achat public semble trop juridique et insuffisamment portée sur l'achat lui-même. Pour répondre aux besoins de formation et de montée en compétences des acheteurs publics, une étude a été confiée à l'IRA de Lille.

Constat : de nombreuses formations à l'achat existent dans les 3 versants de la fonction publique. Cependant les objectifs attendus ne sont pas totalement atteints. Le degré de sensibilisation et de formations reste assez disparate suivant la taille des organisations.

Solutions proposées :

- Rendre plus visibles les plans de formation, notamment les offres locales de formations professionnalisantes portant sur la négociation, le « sourcing » ou encore la relation fournisseur ;
- Mutualiser les bonnes pratiques des 3 versants de la fonction publique ;
- Poursuivre l'harmonisation de la définition d'acheteur et du cursus de formation initiale et continue ;
- Former les élus à la stratégie d'achat.

« Clauses sociales »

Membre de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS), les Acteurs pour une économie solidaire (APES) structurent un réseau régional, promeuvent et développent l'économie solidaire pour créer de l'activité économique autrement. Ils œuvrent pour le développement de la dynamique d'achat au service de l'humain et de l'environnement depuis de nombreuses années. Ils ont notamment animé les rencontres régionales de la commande publique.

Un dispositif d'expérimentation aura pour objet, en s'appuyant sur la commande publique, le **rapprochement des entités publiques et des entreprises de l'économie sociale et solidaire sur les territoires de la Sambre-Avesnois Thiérache**.

Deux ateliers seront créés pour mener à bien cette dynamique : l'un au sein de l'ORCP, intitulé « Economie Sociale et Solidaire » et l'autre, au sein du SIILAB (Laboratoire d'innovation publique, pour la modernisation et l'innovation sociale dans les politiques publiques) intitulé « Commande Publique ». L'APES pilotera le processus avec le souhait d'identifier des clés de réussite à partager avec les territoires de la région.

« Clauses environnementales »

Retour sur les 3 axes de travail de 2018 :

Améliorer les connaissances et le suivi des clauses environnementales dans les marchés publics

Travail sur l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre évitées par des pratiques d'achat responsables : engagé avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et l'Observatoire régional climat sur le sujet.

Identifier des critères objectifs et partagés de performance de la commande publique

Intégration du coût global (CR), encadrement (en lien avec le GT performance de la commande publique) d'un rapport d'expertise sur « Les conditions d'intégration d'une logique de coût global dans l'achat public » .

Renforcer le partage et la diffusion des expériences et bonnes pratiques d'achats durables en Hauts-de-France

Projet de réseau régional d'acheteurs sur les achats publics responsables. Suite aux travaux de 2017 (benchmark des réseaux régionaux commande publique durable), et en cohérence avec les propositions du CESE *, la co-construction du réseau co-animé avec la CUD a été engagée en 2018, pour permettre son lancement officiel début 2019.

Deux réunions associant l'ORCP et la CUD ont permis de vérifier la forte attente des acheteurs et d'échanger sur ces sujets et leur volonté de progresser ensemble.

Elles ont permis d'acter :

- le besoin de lancer dès début 2019 les activités du réseau ;
- la définition d'une feuille de route 2019 opérationnelle, avec la programmation de 3 ateliers thématiques à répartir sur le territoire régional ;
- le lancement de ce réseau le 1^{er} février 2019
- le parrainage du ministère de la Transition écologique et solidaire (animateur du plan national d'actions pour des achats publics durables - PNAAPD - 2015-2020), et de l'ORCP, de la CUD et du CERDD (co-animateurs du réseau).

* Rapport au CESE de Patricia L'excellent, Commande publique responsable : un levier insuffisamment exploité, mars 2018.

« Performance économique »

Les conditions d'intégration d'une logique de coût global dans l'achat public



Audrey Ferreira

Rapport d'expertise commandé par le Préfet de la région Hauts-de-France, pour les groupes de travail « Performance économique de la commande publique » et « Clauses environnementales » de l'Observatoire régional de la commande publique (ORCP)

Travaux dirigés par M. François Benchedikh, maître de conférences en droit public, directeur des études et responsable de la filière Affaires publiques et gestion de biens communs (APGBC), à Sciences Po Lille

Étude sur le coût global pilotée avec la GT Clauses environnementales

L'approche des achats ou des investissements en coût global vise à anticiper les contraintes de fonctionnement, d'exploitation, de maintenance et de déconstruction, lors de la réalisation d'un ouvrage par exemple.

L'analyse en coût global est un outil facilitant la traduction économique de l'efficacité environnementale et énergétique. C'est un outil d'aide à la décision permettant d'arbitrer entre les différents postes de coûts.

L'objectif est d'aider les donneurs

d'ordre et les acheteurs publics à intégrer une logique d'approche en coût global de manière plus systématique dans leurs projets d'achat ou d'investissement. Il s'agit de réduire ou optimiser les coûts des achats. Une recherche conduite par les étudiants de Sciences po. Lille a pour objectif de présenter et de faciliter l'intégration de cette réflexion dans les démarches d'achat publics de la région Hauts-de-France.



Enfin, le groupe de travail valorise le dispositif du groupement hospitalier territoire GHT Hainaut-Cambrésis, son partenariat acheteurs/entreprises et son suivi des fournisseurs.

« Innovation dans la commande publique »



Le partenariat avec Hauts-de-France innovation Développement (HDFID) est consolidé. De cette coopération naissent deux actions notables :

L'optimisation du site « Adopte une start-up ! » facilitant le recensement des solutions innovantes en Hauts-de-France, des besoins identifiés des acteurs publics et la mise en relation entre start-up et acheteurs publics.

Lancé en 2018, le site a été analysé entièrement par le groupe de travail pour en faire un outil de pilotage et de coopération avec l'agence. L'objectif : faciliter le sourcing ciblé et les expérimentations par contractualisation avec les administrations du territoire.

Cette démarche sera d'autant plus efficiente qu'elle intervient concomitamment à la publication du décret du 24 décembre 2018 permettant aux acheteurs publics, à titre expérimental, pour 3 ans, de passer des marchés négociés d'achats de solutions d'innovation d'un montant inférieur à 100 000 euro HT.

La prise en compte de l'achat public dans les programmes de formation et d'animation de réseau de l'agence

Partant du constat que les start-up manquent d'information sur l'action publique régional et sur la commande publique et les procédures de marché, le GT a construit avec Hauts-de-France Innovation développement une stratégie de communication sur ces thématiques à l'attention de la communauté régionale de l'innovation.

L'ORCP participera aux événements de l'agence et a proposé un projet de formation des animateurs de réseau (1 journée sur l'achat public) et des start-up (1 journée sur l'acculturation à l'administration territoriale et la commande publique ; 1 journée- atelier sur une approche méthodologique à la réponse à une consultation de marché public).

3e assemblée générale de l'Observatoire régional de la commande publique, en partenariat avec :

